

La séance de tirs au but a commencé

L'informateur Bart De Wever va transmettre aujourd'hui une note socio-économique afin que cdH, MR, CD & V et N-VA indiquent si une négociation pour former un gouvernement fédéral peut enfin débiter.

MARTIN BUXANT

Si on était féru d'analogies footballistiques, on écrirait qu'il en va en politique belge comme avec les Diables rouges, pour le beau jeu, on passera. À voir, ensuite, si l'efficacité est au rendez-vous. Pour l'heure, le ballon est (toujours) bloqué dans l'entre-jeu et l'informateur Bart De Wever va devoir passer le ballon, boucler sa mission et indiquer si oui ou non une coalition de centre-droit, construite autour de la N-VA, du CD & V, du MR et du cdH, est réalisable dans ce pays.

De Wever ira mercredi présenter les conclusions de sa mission à Philippe, revenu du Brésil, et devrait (provisoirement?) tirer sa révérence pour laisser une charge royale à un autre responsable politique.

Mais à qui? Le vide abyssal actuel autour de De Wever, et le jeu des exclusives réciproques, plaident néanmoins pour que le président de la N-VA poursuive encore ses efforts. De Wever ou le chaos politique: voici la situation un mois après les élections...

Sur le fond: l'informateur a donc été au four et au moulin, multipliant, depuis jeudi dernier, les rencontres avec les présidents des trois partis Charles Michel (MR), Benoît Lutgen (cdH) et Wouter Beke (CD & V). L'informateur travaille en cercles concentriques autour de son ouvrage final — sa fameuse note — peaufinant les thèmes qu'il peut y faire entrer pour conserver quatre partis autour d'un projet et lancer une formation de gouvernement. La note devrait être transmise dans la journée de ce mardi aux trois présidents de parti qui devront donner un feu vert ou rouge — avant que De Wever se rende mercredi chez le Roi.

La note englobera, comme prévu, uniquement des sujets d'ordre socio-économique. La N-VA l'a dit, elle s'y tient, pas question de mettre du communautaire au menu si elle parvient à rejeter le PS dans l'opposition. Sans surprise, la note de l'informateur abordera les grands défis à relever pour les cinq ans de législature à venir. Le rétablissement des finances publiques, le cadre d'action

budgétaire prévu par la Commission européenne, la question de la création d'emplois et celle des allocations de chômage, l'indexation des salaires: voilà des thèmes où des pistes de compromis qui seront proposées. À voir si le cdH, le parti ancré plus à gauche par rapport aux trois autres, peut avancer à partir de là...

Ainsi les chapitres budgétaires de la prochaine (toujours hypothétique) coalition seront-ils particulièrement corsés. Les perspectives budgétaires que certains jugent «apocalyptiques» plaident pour que des efforts soient entrepris sans attendre. Sans surprise (encore une fois),

N-VA, CD & V ou MR voudront réaliser les efforts budgétaires en réduction de dépenses publiques. Le cdH, pour sa part, a toujours plaidé pour une approche devant intégrer de nouvelles recettes notamment en matière de fiscalité environnementale: un compromis est-il envisageable entre ces deux camps étant donné que les trois autres partis sont très attachés au fait qu'il ne faut pas lever de nouveaux impôts tout en collant le plus possible aux exigences européennes en la matière?

Dans le même ordre d'idée, avec les mauvaises perspectives budgétaires annoncées par le Comité de monitoring, plusieurs partis du gouvernement — CD & V et MR pour ne pas les citer — trouvent «étrange» le très haut degré d'implication de Di Rupo dans les négociations wallonnes. Le gouvernement fédéral doit donc faire un effort de 1,3 milliard d'euros (structurel) d'ici à la fin de l'année. «*Que Di Rupo mette ses propositions budgétaires sur la table, s'il a le temps, évidemment, entre deux sessions de travail à Namur*», fulmine-t-on dans les rangs gouvernementaux. La pression mise par le PS ce week-end contre l'informateur a été dénoncée par le CD & V, et notamment par son candidat Premier ministre Kris Peeters. «*Elio Di Rupo dit ce qu'il veut mais il ne facilite pas les choses*», a lâché publiquement Peeters. Et on rappelle qu'en 2010/2011, Yves Leterme, président un exécutif en affaires courantes, avait effectué un contrôle budgétaire. À bon entendeur: si Elio Di Rupo veut entamer un round d'assainissement budgétaire au fédéral, qu'il ne se gêne surtout pas. Un responsable gouvernemental dit: «*Di Rupo prend la place du Roi, la place de l'informateur, la seule place qu'il ne prend plus, c'est celle de Premier ministre*»...

Encore une fois: l'issue de secours

est d'amener l'Open VLD dans le jeu pour bâtir cette coalition avec le MR

en cavalier seul francophone. Mais le CD&V bute toujours sur cette hypothèse et ne l'envisagera véritablement qu'une fois que le cdH aura définitivement fermé la porte à une coalition de centre-droit. Là, ce sera l'heure de vérité pour les démocrates-chrétiens flamands qui devront soit plaider pour un retour du VLD à la table des négociations soit pour un retour du Parti socialiste.

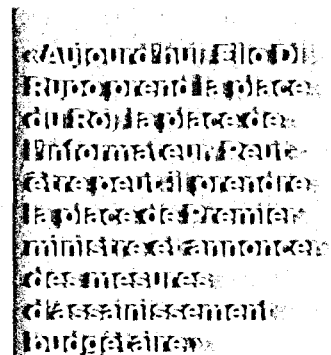
Vu l'état des lieux des forces politiques en Flandre, très largement à droite, voire au centre, il apparaît illusoire de penser que le CD&V va lâcher aujourd'hui son partenaire de la N-VA d'une semelle. Vous l'avez bien compris, si la formule à quatre avec le cdH ne fonctionne pas, la Belgique sautera à pieds joints dans la crise politique.

N-VA et CD&V se présenteront

main dans la main face à un binôme composé du PS et du cdH. Soit cette paire parvient à rallier les libéraux, mais le MR n'en veut pas, soit elle se borne à agir seule. Quoi qu'il en soit: le scénario de l'horreur conduira à une crise politique grave à côté de laquelle les 541 jours ans gouvernement apparaîtront comme un tour de chauffe. Les nationalistes flamands auront prouvé à toute la

Flandre qu'il est impossible de gouverner le niveau fédéral sans le Parti socialiste. La N-VA ressortira dès lors tous les dossiers lourds en matière de communautaire. «*Si le PS revient dans le jeu fédéral, le prochain gouvernement ne sera qu'une officine destinée à fermer l'échoppe Belgique*», prévient lucidement une source flamande.

Allez, aujourd'hui, séance de tirs au but.



**UN RESPONSABLE
GOUVERNEMENTAL**